



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT.
En application des articles L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MAITRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE
CELLULE CONDUITE

OBJET DU MARCHE

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALEDONIE (FANC).

PEINTURE

Emprises et logements militaire des FANC

NUMÉRO DE PROJET

25003

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. - INTRODUCTION	4
1.2. - OBJET DU MARCHÉ	4
1.3. - PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	4
1.4. - LIMITES DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 2. - REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE	5
2.1. - NORMES ET REGLEMENTS	5
2.2. - NORMES ET TERMINOLOGIE	5
2.2.1. - Textes réglementaires	5
2.2.2. - Documents techniques unifiés et normes	Erreur ! Signet non défini.
2.2.3. - Guides et supports documentaires	5
2.3. - TERMES ET DEFINITIONS	6
ARTICLE 3. - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
3.1. - GENERALITES	6
3.2. - GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.3. - GARANTIE DE SECURITE DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.4. - SECURITE AU TRAVAIL, PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES	6
3.5. - OUTILLAGE, MOYENS DE MANUTENTION ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION	7
3.6. - FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE	7
3.7. - MOYENS DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL ET DE TRANSPORT DES PIECES	7
3.8. - ECONOMIE D'ENERGIE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 4. - ORGANISATION DU TITULAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.1. - RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2. - SOUS-TRAITANCE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5. - NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	7
5.1. - DEPANNAGES ET REPARATIONS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.2. - COMPTES RENDUS D'INTERVENTION DE DEPANNAGE DE REPARATION OU DE TRAVAUX	7
5.3. - DECLenchement	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.3.1. - Heures ouvrées (HO)	Erreur ! Signet non défini.
5.3.2. - Heures non ouvrées (HNO)	Erreur ! Signet non défini.
5.4. - DELAI D'INTERVENTION	8
5.5. - GROUPEMENT DES COMMANDES POUR LA FACTURATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.6. - DECOMPOSITION ET PHASAGE DES PRESTATIONS	8
5.6.1. - Phasage de déroulement et suivi des prestations	8
5.6.2. - Avant toute exécution de travaux	8
5.6.3. - Pendant la période d'exécution	9
5.6.4. - A la fin de chaque chantier	9
5.7. - INSTALLATION DE CHANTIER	9
5.7.1. - Installations fournies par le titulaire	9
5.7.2. - Installation pour chantier avec baraquement	9
5.7.3. - Installations pour chantier sans baraquement	9
5.7.4. - Signalisation supplémentaire	9
5.7.5. - Installations fournies par le maître d'ouvrage	10
5.8. - ELIMINATION DES DECHETS	10
ARTICLE 6. - DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PEINTURE ET DE TEXTILE MURAUX	11
6.1. - OBJET ET DEFINITION DES TRAVAUX	11
6.2. - TRAVAUX PREPARATOIRES	11
6.2.1. - Généralités	11
6.2.2. - Brossage grattage de fonds fortement dégradé	11
6.2.3. - Dépoussiérage	11
6.2.4. - Dérouillage	11

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

6.2.5. - Rebouchage.....	11
6.2.6. - Enduit repassé.....	11
6.2.7. - Ponçage à sec.....	12
6.3. - TRAVAUX D'IMPRESSION.....	12
6.3.1. - Couche primaire subjectif métallique.....	12
6.3.2. - Applications.....	12
6.3.3. - Teintes.....	12
6.4. - SPECIFICATIONS APPLICABLES AUX SUBJECTILES.....	12
6.4.1. - Etat des subjectiles.....	12
6.4.2. - Acceptation des subjectiles.....	12
ARTICLE 7. - DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES SEPULTURES	13
7.1. - OBJET DES TRAVAUX.....	13
7.2. - CONSISTANCES DES TRAVAUX	13
7.3. - MISE A DISPOSITION DE FLUIDE ET D'ENERGIE	13
ARTICLE 8. - ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	13
8.1. - ASSISTANCE TECHNIQUE	13
8.1.1. - Veille réglementaire	13
ARTICLE 9. - RÉUNION	14

Projet 25003	Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC). PEINTURE Emprises et logements militaire des FANC	C.C.T.P.
--------------	--	----------

1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Introduction

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de décrire :

- les objectifs généraux ;
- la nature et l'étendue des prestations de dépannage et de travaux dues au titre du présent marché ainsi que les conditions de leurs exécutions et les exigences minimales de résultats à atteindre ;
- les relations contractuelles entre l'acheteur et le titulaire.

La réalisation complète de ces objectifs et résultats constitue une obligation du titulaire et conditionne le paiement des sommes dues au marché. Dans le cas où les objectifs et les résultats ne sont pas totalement atteints, les paiements sont diminués des réfections et/ou des pénalités applicables prévues au CCAP.

Il est expressément convenu que le choix des moyens propres à atteindre les objectifs et résultats définis relèvent exclusivement du titulaire et ne peuvent, en conséquence, justifier le non-respect des objectifs contractuels.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande "PEINTURE" sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation, sur les emprises des forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) dont la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA) a la charge.

1.3 Périmètre géographique

Les installations objets du présent marché à maintenir sont réparties sur différentes zones du territoire de la Nouvelle-Calédonie, comme suit :

- Zone de NOUMEA - Casernement ;
- Zone de MONT-DORE – PLUM - Casernement ;
- Zone de PAITA – TONTOUTA – CTM ;
- Zone de NANDAI ;
- Zone de l'Ile des pins ;
- Zone de NOUMEA - Logement ;
- Zone de MONT-DORE – PLUM – Logement.

1.4 Limites des prestations

Les prestations sont limitées aux domaines de la peinture relative aux prestations du BPU et à ce présent cahier des charges. Certaines pièces peuvent être commandées dans le cadre de ce présent marché hors BPU si ces dernières sont trop spécifiques (ex : peinture aux caractéristique particulière, revêtement mural ; complexe d'étanchéité ...).

Toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux sont à prendre en compte par le titulaire lors de l'établissement de ses devis. L'exécution de sa prestation doit être entière et conforme à la réglementation en vigueur afin de permettre le bon fonctionnement dès la réception des travaux.

Le titulaire est donc tenu de respecter les dispositions suivantes :

- Disposer de moyens d'intervention flexibles adaptés aux besoins en travaux de dépannage et de réparation ;
- Respecter la sécurité des personnes et des biens, le code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement.

Toutes notes de calculs peuvent être exigées sur demande du maître d'œuvre.

Projet 25003	Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC). PEINTURE Emprises et logements militaire des FANC	C.C.T.P.
--------------	--	----------

2 REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE

2.1 Normes et règlements

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Il respecte également les Cahiers des Clauses Spécifiques (CCS) et les Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs, et les notices techniques d'entretien des équipements.

Les ouvrages du présent contrat doivent être conçus et réalisés conformément aux règles de l'art, aux guides et textes réglementaires et normatifs en vigueur, en particulier ceux cités ci-après.

Si des documents, spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général, il est de la responsabilité du titulaire de s'adresser au représentant de la personne publique pour connaître les suites à donner.

2.2 Normes et terminologie

Tout ou partie des travaux, même s'il n'est pas précisé ou omis dans le présent CCTP est soumis à toutes les prescriptions des documents suivants :

2.2.1 Textes réglementaires

- Code du Travail ;
- Code de la Construction et de l'habitation ;
- Code de l'Environnement ;
- Code de la Santé publique ;
- Textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- Lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux, communaux en vigueur et non cités.

2.2.2 Documents techniques unifiés et normes

- DTU 25.1 : Enduits intérieurs au plâtre (P71-201) ;
- DTU 25.51 : Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel (73-201) ;
- DTU 58.1 : Plafonds suspendus (P68-201) ;
- DTU 59.1 : Revêtement de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais (P74-201) ;
- DTU 59.3 : Peinture de sols (P74-203) ;
- DTU 59.4 : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux (74-204) ;
- DTU 59.5 : Mise en œuvre des revêtements et systèmes intumescents sur structures métalliques (P22-204) ;
- NF T 36-005 COMPIL 1 : Peintures et vernis – Caractérisation des produits de peintures ;
- NF T 34 810 d'avril 1990, spécifications des peintures de finition pour les pièces sèches ;
- NF T 34 811 d'avril 1990, spécifications des peintures de finition pour les pièces humides ;
- Normes AFNOR, UTE, ISO, NF, CE Peinture.

2.2.3 Les avis techniques ;

- Les règles et les guides des normes UTE, AFNOR, APSAD ;

2.2.4 Guides et supports documentaires

- Les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- Les avis techniques du C.S.T.B. pour les procédés non traditionnels ;
- À la spécification B1/78 du GPEM/PV (brochure du JO n°5564) pour les revêtements microporeux de façade
- À la spécification B2/81 du GPEM/PV (brochure du JO n°5564) pour les peintures destinées à des subjectiles métalliques ;
- De la NF T 34 810 d'avril 1990, spécifications des peintures de finition pour les pièces sèches ;

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- De la NF T 34 811 d'avril 1990, spécifications des peintures de finition pour les pièces humides.

2.3 Termes et définitions

Titulaire : désigne le signataire du marché, appelé également titulaire. S'il s'agit d'un groupement, le titulaire désigne le groupement représenté le cas échéant par son mandataire.

L'acheteur ou le bénéficiaire : désigne le donneur d'ordre, interlocuteur unique du titulaire et responsable de la coordination entre les différents intervenants non liés au titulaire. Sa représentation est assurée conformément aux règles de responsabilité internes au maître d'ouvrage qui sont communiquées ultérieurement au titulaire.

Occupants ou exploitants : le personnel utilisant les bâtiments (appelés également utilisateur).

Ces termes sont complétés par le glossaire en annexe.

3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 Généralités

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire doit notamment :

- Toutes les démarches administratives pour l'accès du personnel et du matériel à l'intérieur des sites. La pratique du travail dissimulé pourra exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- La désignation d'un responsable de chantier qui est l'interlocuteur privilégié de la DID ;
- La participation aux réunions et aux visites de prévention préalables chaque fois qu'il est convoqué. L'absence du titulaire à ces réunions pourra l'exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- L'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé. Le non-respect de ces consignes pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- À la demande de la Personne publique, la fourniture des échantillons et modèles de matériaux et matériels prévus d'être mis en œuvre ;
- La signalisation et le balisage des chantiers et des zones de stockage ;
- La protection par bâche des équipements ou mobiliers restant en place ;
- L'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, appareils et matériels ;
- Tous les frais de main d'œuvre, de pose, de manutention et de transport ;
- Le transport et le stockage des matériels déposés et réutilisables sur site ;
- L'évacuation des gravois et autres matériaux dans une décharge réglementaire. Aucune benne n'est mise à disposition de l'entreprise ;
- L'évacuation des matériels déposés lors des travaux de dépose (sauf spécifications contraires prévues au bon de commande). Cette évacuation doit être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Tous les scellements et rebouchages de trous dans la nature du matériau constituant la paroi ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, essais et contrôles de ses ouvrages ;
- **Aucun rebut de nettoyage de matériel de peinture n'est accepté dans les réseaux d'évacuation ;**
- La documentation en français, procès-verbal (PV) d'essais, notes de calcul... relatifs aux matériels installés et à l'installation réalisée ;
- L'assistance à l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et toutes les éventuelles reprises pour mise en conformité ;
- Le nettoyage journalier du chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier.

Tout rebut de nettoyage de matériel de peinture trouvé dans les réseaux d'évacuation donne lieu à une pénalité définie dans la CCAP, associé au nettoyage de ce même réseau aux frais et risques du titulaire.

3.2 Sécurité au travail, protection des biens et des personnes

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. Est entendue ici, par sécurité, celle liée au travail mais aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie.

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

Lorsque la sécurité des biens ou des utilisateurs est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et rend compte *a posteriori* au maître d'œuvre des mesures conservatoires ou des réparations urgentes qu'il a dû prendre.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé définies dans le CCAP.

3.3 Outillage, moyens de manutention et équipements de protection

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les moyens de manutention et les équipements de protection individuelle. Le titulaire en assure également l'entretien.

Les matériels utilisés sont en conformité avec les normes et les règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les matériels et outils doivent être rangés immédiatement après utilisation.

3.4 Fournitures à la charge du titulaire

Les prix au BPU comprennent les divers produits nécessaires à la bonne exécution du marché tels que ingrédients, consommables et petites fournitures sont (**liste non exhaustive donnée à titre indicatif**) :

- Les rouleaux et brosses ;
- Les chiffons et les produits de nettoyage d'usage courant ;
- Les containers de récupération des produits dangereux ou résidus de peintures ;
- Les cadenas, colle, scotch ;
- Les visseries, boulonneries, accessoires de fixation ;
- Tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de travaux exécutés.

3.5 Moyens de déplacement du personnel et de transport des matériaux

Le titulaire fournit tous les moyens pour :

- Les déplacements de son personnel ;
- Le transport des matériaux des lieux de réparation, ou de réception en cas d'achats directs, vers les lieux d'intervention et ce, en toute sécurité.

Aucun moyen de levage ou de transport n'est mis à disposition du titulaire par l'acheteur ou l'occupant. Toutes les manutentions sont à la charge exclusive du titulaire, sauf celles indiquées dans le BPU.

4 NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

4.1 Planning d'intervention ou de travaux

Le titulaire doit proposer son planning une semaine avant les interventions ou les travaux qu'il prévoit d'effectuer. Un fichier des personnes à contacter sera remis au titulaire lors de la réunion de lancement.

Pour le CTM de la commune de La Tontouta, le titulaire doit se signaler 72 heures ouvrées avant tous travaux de réparation programmés.

4.2 Comptes rendus d'intervention ou de travaux

Le titulaire adresse un compte-rendu au représentant de la personne publique **à chaque fin d'intervention**.

La rédaction des comptes rendus d'intervention a pour objectif de :

- Servir de support écrit pour l'admission des travaux ;
- Garantir la traçabilité des travaux effectuées sur une installation.

Le nommage des fichiers respecte le format suivant :

«DATE»_«IMMEUBLE-bâtiment»_« Pièce ou local »_«nature de l'intervention»_«final ou intermédiaire» où :

- DATE sous le format aaaammjj
- IMMEUBLE abrégé (voir annexe 1)
- Bâtiment : 4 chiffres
- Local : 3 chiffres

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- Nature de l'intervention

Pour exemple :

- 20230825_BA_0005_048_réno_sanitaires_final
- 20231024_PTE_0046_005_changement_robinet_SdB_intermédiaire

Les espaces sont remplacés par des soulignés « _ ».

4.3 Délais

Pour l'établissement d'un devis et la réalisation d'une prestation, le délai est indiqué au CCAP.

4.4 Décomposition et phasage des prestations

4.4.1 Phasage de déroulement et suivi des prestations

Juste après la notification du marché, le titulaire et le chargé d'affaires responsable du marché de la DID NOUMEA se réunissent pour :

- Une relecture intégrale du CCTP afin d'assurer la bonne compréhension du déroulement du marché ;
- La préparation de la mise en page des documents à fournir lors de l'exécution des prestations du marché comme les compte-rendu d'intervention (CRI) ;
- La définition des modalités de transmission de ces documents (objets des courriels, dénomination des pièces jointes, désignation des localisations, etc.) ;
- La fourniture au titulaire de toutes les règles de sécurité, d'accès et de fonctionnement, ainsi que de toutes les informations en sa possession sur la nature et le fonctionnement du site ;
- L'établissement et la présentation du visa du représentant de la personne publique du programme détaillé du déroulement du marché (nom des responsables, numéros de téléphone des intervenants, organigramme de la structure mise en place, nom des techniciens, listing des voitures qui accèdent aux sites, etc...) ;
- L'échange des organigrammes et des coordonnées des intervenants en heures ouvrées (HO) et heures non ouvrées (HNO) entre l'acheteur et le titulaire ;
- La participation à l'inspection préalable et à l'élaboration des pièces de prévention pour chaque site ;
- L'élaboration d'un tableau de bord afin d'assurer le suivi des demandes de travaux et des opérations de maintenance corrective (palliative et curative) ;
- La sensibilisation du personnel du titulaire aux installations, objet de ce marché, et aux procédures organisationnelles et sécuritaires de ce marché ;
- La proposition du titulaire sur la mise en place d'une procédure pour les travailleurs isolés (ex : application sur smartphone, ou intervention impérative à deux techniciens...).

Des réunions avec le titulaire du marché sont organisées à la diligence du maître d'œuvre ou sur demande du titulaire.

Des documents ou informations complémentaires jugés utiles peuvent être joints au compte-rendu, notamment pour assurer le suivi des actions définies lors de chaque réunion.

4.4.2 Avant toute exécution de travaux

Le titulaire doit veiller à :

- Remplir les obligations du titulaire ;
- Proposer à l'agrément du maître d'ouvrage tous les sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs ;
- Fournir toute la documentation (fiches techniques, références des fournitures et des fournisseurs...) concernant le matériel ou les matériaux prévus d'être mis en œuvre ;
- Fournir la copie des agréments, PV, avis, labels...pour tous les matériaux ou matériels soumis à un avis technique d'un centre d'essai agréé ;
- Mettre en place les installations de chantier nécessaires et obligatoires avant commencement des travaux.
- Fournir un procès-verbal (PV) d'acceptation des supports réalisée en présence du Maître d'œuvre ou de son représentant.

Projet 25003	Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC). PEINTURE Emprises et logements militaire des FANC	C.C.T.P.
--------------	--	----------

4.4.3 Pendant la période d'exécution

Le titulaire doit veiller à :

- Remplir les obligations du titulaire ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé conformément aux directives générales ;
- Réaliser l'ensemble des tâches prévues au marché ;
- Renseigner le carnet de chantier, s'il en a été ouvert un ;
- Assister aux réunions provoquées par le maître d'œuvre ;
- S'assurer d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- Réaliser tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc..., dans les conditions définies dans le présent document ;
- Protéger les meubles ou toutes parties du bâtiment pouvant être salis par les travaux et également les tuyauteries contre l'introduction des corps étrangers, par les tampons ou bouchons. ;
- Prévoir des bennes et évacuer tous les déchets du chantier dans le respect de la réglementation.

4.4.4 A la fin de chaque chantier

Le titulaire doit veiller à :

- Effectuer le repliement des installations de chantier ;
- Remettre les meubles et accessoires dans l'état initial ;
- Nettoyer les pièces concernées par les travaux de manières fines (poussières) ;
- Participer aux opérations préalables à la réception et à la réception définitive des travaux ;
- Fournir le dossier technique complet des ouvrages exécutés (plans, schémas, documentation, PV ou certificats des équipements installés...) suivant l'annexe fournie.

4.5 Installation de chantier

4.5.1 Installations fournies par le titulaire

Le titulaire est tenu de disposer et maintenir en état tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires en vue de prévenir les risques de chutes de personnes, chutes d'objet, chocs... aux abords des différentes zones concernées par les travaux à exécuter.

Pour les chantiers qui nécessitent d'être clos, des panneaux " Chantier interdit au public" sont posés sur le périmètre de chantier.

L'entreprise assure la fourniture et la pose de l'ensemble des clôtures, balisages, protections et toute installation de chantier prescrites par le responsable prévention (SPS ou préventionniste du site).

Les locations d'appareil pour les chantiers ne peuvent pas être utilisées dans un autre cadre.

4.5.2 Installation pour chantier avec baraquement.

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

Pour les besoins du chantier, des baraques à usage de bureau, de sanitaires, de vestiaire ou stockage de matériels peuvent être mis en place, à charge du titulaire, sur un périmètre indiqué par le maître d'œuvre. Cet emplacement ainsi que son accès dont les aménagements sont à la charge du titulaire, est maintenu en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de chantier.

4.5.3 Installations pour chantier sans baraquement

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

4.5.4 Signalisation supplémentaire

Le maître d'œuvre peut demander, en plus des installations prescrites par le service de prévention, la mise en place d'éléments supplémentaires spécifiés ci-dessous :

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- Fléchage « Travaux » ;
- Barrières de chantier, hauteur 2m sur plots amovibles ;
- Chaînes en PVC de couleur rouge et blanche (25m) ;
- Lanternes.

Ces dispositifs sont installés à l'unité pour la durée du chantier.

4.5.5 Installations fournies par le maître d'ouvrage pour les fluides

L'utilisation des fluides est définie au CCAP.

4.6 Elimination des déchets

Les déchets industriels, en particulier les déchets générateurs de nuisances, doivent être évacués et éliminés vers une entreprise de traitement agréée.

L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils ont obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et doivent proposer des solutions techniques correspondantes.

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, font l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.

Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination / recyclage / valorisation des déchets qu'il prend en charge.

Le titulaire précise sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.

Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur concernant :

- Le transport des déchets selon le règlement des transports des matières dangereuses par la route (R.T.M.D.R.) ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
 - o Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :
 - * décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;
- L'évacuation des déchets conformément à l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées ;
- L'élimination des déchets, la récupération des matériaux et le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances se font conformément à la délibération n°01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement relative au code de l'environnement de la province sud ;
- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PEINTURE ET DE TEXTILE MURAUX

5.1 Objet et définition des travaux

Les ouvrages suivants sont à réaliser :

- Les revêtements confectionnés au moyen de produits de peinture et préparations assimilées (lasures, peinture, ...);
- Les revêtements muraux collés (toile de verre, ...);
- Le nettoyage du chantier à la fin de tous les travaux.

Outre ces spécifications, ils comprennent :

- La reconnaissance et l'acceptation des subjectiles (compatibilités chimique et physique avec les produits et opérations prévues) et des matériaux pré-peints ;
- La vérification des conditions thermo-hygrométriques du chantier ;
- La propreté et les protections mises en place avant l'intervention du peintre ;
- La fourniture de tous les produits et matériaux (dans les qualités et teintes imposées) nécessaires au complet achèvement des travaux et de décoration des ouvrages ;
- Les travaux préparatoires nécessaires à l'obtention d'une surface plane ;
- Les travaux de retouche nécessaires à une parfaite finition des travaux.

Aucun supplément de prix n'est accepté pour l'emploi de coloris spéciaux ou de teintes fines.

Dans le but de faciliter la visualisation de l'avancement des travaux, **chaque couche de peinture est de teinte différenciée.**

5.2 Travaux préparatoires

5.2.1 Généralités

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur procède à un examen des subjectiles tant pour tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail, que pour vérifier leur état et présenter ses réserves éventuelles (par exemple au sujet de **l'humidité, de l'alcalinité** ou de toute autre particularité des subjectiles). S'il y a lieu, les réserves sont consignées dans un procès-verbal établi contradictoirement avec le maître d'œuvre et les entreprises concernées.

D'une façon générale, l'entrepreneur devra prendre les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui peuvent être tachées, attaquées par ses produits.

Les travaux ne sont exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

5.2.2 Brossage grattage de fonds fortement dégradé

Le titulaire prend en compte cette préparation des supports fortement dégradés et propose au MOE les moyens adapter à mettre en œuvre pour que les subjectiles soient de nouveau recevables avant mise en peinture.

5.2.3 Dépoussiérage

L'enlèvement des poussières par époussetage est **obligatoirement assuré** avant l'exécution d'un enduit, l'application de toute couche de peinture. L'époussetage est compris dans chacun de ces travaux.

5.2.4 Dérouillage

Les fers, fontes, aciers sont soigneusement débarrassés de la rouille.

La couche d'impression est appliquée sitôt les métaux traités par le produit adéquate. Ce produit est soumis à l'aval du maître d'œuvre.

5.2.5 Rebouchage

Il consiste en un traitement des zones les plus irrégulières par ratissage en une ou deux passes et ponçage à sec à la cale. Il fait partie des travaux préparatoires nécessaires.

5.2.6 Enduit repassé

Projet 25003	Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC). PEINTURE Emprises et logements militaire des FANC	C.C.T.P.
--------------	--	----------

Cet enduit s'applique toujours sur couche d'impression. Il est repassé deux fois et révisé ensuite pour faire disparaître les imperfections apparaissant à la surface par ponçage à l'eau.

5.2.7 Ponçage à sec

Il s'exécute au papier de verre (grain à adapter) et de telle façon qu'il ne devra laisser subsister sur la surface enduite ou peinte, aucun grain, ou aspérité.

5.2.8 Dérochage

Le dérochage consiste à la préparation des supports métalliques avant mise en peinture. Cette préparation peut se réaliser par un décapage chimique ou mécanique (par ponçage, meulage ou égrenage) de la couche superficielle du métal. Il permet d'obtenir une légère porosité du matériau, on apporte ainsi à la surface un supplément d'adhérence pour un meilleur accrochage de la sous couche à venir avant une mise en peinture.

5.2.9 Lavage à haute pression

Le lavage à haute pression consiste au nettoyage de surface dure par l'utilisation d'un jet d'eau au minimum 80 bar. L'adjonction de particule dans le liquide sous pression est soumise à l'autorisation du MOE. Le but est d'enlever par la pression tous les corps étrangers présent sur le support et ainsi de le laver en profondeur.

5.3 Travaux d'impression

5.3.1 Couche primaire subjectif métallique

La couche d'impression est appliquée après dérochage du subjectile. Celle-ci est appliquée à la brosse de telle manière que la meilleure pénétration et la meilleure adhérence soient assurées.

Lorsque la couche d'impression constitue une couche de protection pour les fers, fontes et aciers, elle est appliquée sans aucun délai immédiatement après les travaux de dérouillage, dégraissage ou brossage.

5.3.2 Applications

Les applications successives sont légèrement différentes allant du plus clair au moins clair.

Les coulures et les gouttes sont systématiquement ré-essuyées au pinceau avant début de séchage. Les délais de séchage sont impérativement respectés.

5.3.3 Teintes

Les teintes sont déterminées par le maître d'œuvre. Les couleurs et aspects sont différenciés dans un même local entre les murs, les plafonds et les menuiseries.

Les murs et les menuiseries peuvent comporter 2 teintes (soubassement, imposte...).

5.4 Spécifications applicables aux subjectiles

5.4.1 Etat des subjectiles

Selon leurs natures les différents subjectiles ont les caractéristiques suivantes :

- Enduit de liant hydraulique "au jeté" taloché fin ;
- Plaque de plâtre recouverte d'un épiderme cartonné ;
- Menuiserie préfabriquée : livrée pré-peinte ;
- Éléments divers en bois ou métallique : livrés bruts.

Outre les subjectiles ci-dessus, les travaux sont également à réaliser sur des subjectiles anciens recouverts d'une peinture, d'un enduit ou d'une tapisserie.

Les peintures de sol sont réalisées sur des surfaces en béton ayant fait l'objet d'un brossage, d'un grenaillage, d'un dépoussiérage à l'aspirateur industriel et d'un traitement d'alcalinité du béton.

5.4.2 Acceptation des subjectiles

L'entrepreneur titulaire est tenu de s'assurer de l'état et de la qualité des subjectiles réalisés ou en place.

Projet 25003	Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC). PEINTURE Emprises et logements militaire des FANC	C.C.T.P.
--------------	--	----------

Tout commencement des travaux de peinture prévaut comme acceptation de l'état des subjectiles, des locaux, des protections mises en place préalablement.

Si l'état de surface des subjectiles n'est pas jugé conforme aux prescriptions du D.T.U.59.1, l'entrepreneur est tenu de présenter des réserves recevables uniquement après un relevé contradictoire des parties intéressées.

Pour des travaux neufs et dans le cas où le bien-fondé des réserves est accepté par le Maître d'œuvre, deux cas sont envisagés en fonction de l'ampleur des écarts de réalisation :

- Soit la réfection et la mise en conformité par les soins du titulaire du lot d'exécution des subjectiles défectueux ou inaptes aux travaux de peinture prévus ;
- Soit l'exécution des travaux complémentaires d'apprêt par le titulaire du présent lot, à la charge financière du corps d'état ayant réalisé les subjectiles défectueux.

Ces prescriptions ne sont applicables qu'aux subjectiles neufs, les subjectiles anciens sont préparés par le titulaire du présent lot.

6 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES SEPULTURES

6.1 Objet des travaux

Les travaux consistent dans l'entretien et aux menus réparations des sépultures dans les cimetières militaires et monument au mort de la nouvelle Calédonie.

6.2 Consistances des travaux

Les travaux comprennent :

- Le désherbage et le démoussage des tombes, stèles jusqu'à 50 cm de l'ouvrage ;
- Le nettoyage à haute pression des tombes et stèles ;
- La remise en peinture des tombes, stèles, croix, chaines et grilles ;
- La réfection d'arrêtes en béton et la passivation des aciers ;
- La réparation des fixations des croix, chaines et grilles ;
- Le remplacement des croix, chaines et grilles.

6.3 Mise à disposition de fluide et d'énergie

Aucun fluide ni énergie n'est mis à la disposition du titulaire par le maître d'œuvre.

7 ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'assistance fournie par le titulaire a pour objet d'aider l'acheteur à appréhender la gestion technique de ses installations.

7.1 Assistance technique

L'assistance technique porte essentiellement sur les points suivants :

- Propositions des mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques et économiques des installations ;
- Propositions des travaux de mise en conformité des installations avec les textes en vigueur et des dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des personnes lors des opérations de maintenance ;
- Propositions de modifications éventuelles des installations ;
- Propositions des adaptations à apporter à la documentation technique des installations et de leurs différents cahiers d'exploitation et de maintenance ;
- Rédaction des comptes rendus d'intervention systématique à la suite de toute intervention sur un équipement.

7.1.1 Veille réglementaire

Le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenants pendant la durée du présent marché, à informer, dans les trois mois à compter de la parution desdits documents, l'acheteur de tous les travaux de mise en conformité des installations et des matériels nécessaires pour répondre aux spécifications des nouveaux règlements.

Projet 25003	<p>Accord Cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation concernant les ouvrages et bâtiments militaires des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).</p> <p>PEINTURE</p> <p>Emprises et logements militaire des FANC</p>	C.C.T.P.
--------------	---	----------

Un bordereau de suivi des déchets (BSD), **initié** au besoin par le titulaire et dûment renseigné, est remis à l'exploitant (une copie à la DID) à l'issue de la procédure d'évacuation et d'élimination. Le producteur du déchet est spécifié par la DID.

8 RÉUNION

Les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre mettent en place des réunions trimestrielles qui se déroulent dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée après concertation entre le titulaire et l'acheteur, sauf pour une convocation obligatoire par l'acheteur, en cas de constat d'aléas liés aux prestations du marché.

Elles ont pour objectif de :

- Vérifier l'état d'avancement des prestations dues par le titulaire au titre du marché, notamment :
 - o le passage en revue des dépannages et/ou réparations réalisés et ceux restant à réaliser ;
 - o les demandes de travaux exprimées par l'acheteur ;
 - o les commandes en attente ;
 - o la situation des travaux en cours.
- Permettre en complément :
 - o de mettre à jour le BPU avec des prix nouveaux si nécessaire ;
 - o d'examiner et de traiter les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché et établir des actions de progrès ;
 - o à l'acheteur, de faire un bilan des prestations devant être réalisées par le titulaire et d'en tirer les conclusions en matière d'éventuelles pénalités à appliquer au titulaire ;
 - o au titulaire d'exprimer ses propositions de travaux (hors marché) quant à :
 - l'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - la rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - la mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.

Le compte-rendu de la réunion est rédigé par le représentant du maître d'œuvre et est communiqué au titulaire par ordre de service.